

Sénégal. L'islam radical fait la course aux fidèles

Le rôle modérateur du soufisme a permis au Sénégal d'échapper à la menace islamiste qui déstabilise ses voisins. Mais la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite remet en cause cette exception.

—Asia by Africa (extraits)
Ottawa

Une journée de cours commence sur le campus de l'université Al-Mustafa. Les étudiants qui se rendent dans leurs salles respectives sont accueillis par deux visages familiers : celui de leur professeur et celui, omniprésent, de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême iranien.

Au programme du jour : persan, chiisme, science islamique, culture et histoire de l'Iran. Quand les étudiants sortent de cours à la fin de la journée, leurs conversations

changent : ils échangent plaisanteries et potins, et ce ne sont pas le persan, le kurde ou autres langues turciques qui résonnent à l'oreille des passants, mais le wolof et le français.

Ce campus de l'université Al-Mustafa ne se trouve pas à Qom ni à Téhéran, mais à Dakar, la capitale du Sénégal, en Afrique de l'Ouest. Cet établissement particulier a un pendant trois kilomètres plus loin : l'Association de prédication islamique pour la jeunesse (Apj). Celle-ci fonctionne grâce aux dons des pays du Golfe et dirige environ 200 mosquées au Sénégal. À la place du

portrait de Khamenei figure celui du monarque saoudien.

Il n'y a pas qu'une simple rivalité entre établissements d'enseignement, mais d'une bataille extrêmement sérieuse pour l'âme des fidèles. "Les salafistes [des pays du Golfe] sont venus en Afrique pour détruire [...] l'islam", tonne Abbas Motaghedi, le directeur d'Al-Mustafa. Même déclaration plus loin : "Nous ne pouvons accepter l'influence

Riyad et Téhéran exportent leur lutte en Afrique de l'Ouest.

iranienne au Sénégal, et nous ferons tout pour la combattre, proclame Ibrahima Niang, le président de l'Apj. Il faut que nous montrions au monde que le chiisme a tort."

Non contents de s'affronter près de chez eux, Riyad et Téhéran exportent leur lutte en Afrique de l'Ouest. Si le Nigeria et le Mali sont confrontés à la menace d'organisations locales comme Boko Haram [un mouvement terroriste inspiré par l'idéologie salafiste djihadiste], le Sénégal a jusqu'à présent échappé à la violence que connaissent nombre d'autres pays de la région.

Le Sénégal s'est constitué une réputation d'État démocratique pluraliste à majorité musulmane. La majorité de la population adhère au soufisme. Cette branche du sunnisme, profondément ancrée dans le mysticisme et l'esthétique, met l'accent sur la concentration intérieure et un lien personnel, transcendantal, avec Dieu. Il se trouve donc en marge de la rivalité sunno-chiite. Il a eu sur le pays une influence modératrice qui a permis à celui-ci d'échapper au cauchemar de la radicalisation et de l'islamisme qui a déstabilisé ses voisins.

Le Sénégal compte 96 % de musulmans dont 90 % appartiennent à l'une des quatre confréries soufies du pays. Celles-ci ont un rôle majeur dans la société, et la population leur accorde un plus grand respect qu'aux institutions et aux dirigeants politiques officiels. Pour nombre de Sénégalais, "c'est en fait l'État [et non les confréries] qui pousse les jeunes à la radicalisation car ses représentants sont corrompus et ne prennent aucune mesure concrète pour réduire le chômage et la pauvreté".

Les moins de 20 ans constituant 60 % de la population, le pays a tout pour devenir un terreau pour les islamistes : la colère générée par l'immobilisme et l'absence de mobilité sociale poussent les jeunes dans les bras des radicaux. Chose intéressante, malgré cette bombe à retardement démographique, le Sénégal a réussi à échapper aux explosions de violence et à la radicalisation. Cela s'explique par le rôle unique des confréries soufies.

Certes, l'État maintient une stricte adhésion à la séparation de l'Église et de l'État (un vestige de la colonisation française) : les

partis et les campagnes politiques à caractère religieux sont interdits. Mais la vie politique sénégalaise tient compte du pouvoir des confréries et reconnaît leur rôle dans le maintien de la stabilité sociale.

"Télé-imams". Par exemple, durant son mandat présidentiel (2000-2012), Abdoulaye Wade est apparu en costume traditionnel, et a affiché publiquement son soutien à l'égard des confréries. Il les a, entre autres, exemptées d'impôts, autorisées à acheter des terres à un prix réduit et a donné un passeport diplomatique à leurs dirigeants.

Macky Sall, son successeur, toujours en poste, avait promis de rééquilibrer les choses pendant la campagne électorale, mais il a poursuivi dans cette voie une fois au pouvoir : il a par exemple fait rénover des bâtiments religieux avec des fonds publics. "L'État ne peut fonctionner sans la religion", a-t-il déclaré en juin 2017. Il s'est même agenouillé devant Sidy Mokhtar Mbacké, le chef de la confrérie mouride, en décembre 2017. Celui-ci [décédé un mois plus tard] était considéré comme la personnalité la plus influente du pays, et son image était largement diffusée dans les médias publics.

Pour Leonardo Villalon, le doyen de la faculté de sciences politiques de l'université de Floride, aux États-Unis, cette relation particulière entre l'État sénégalais et les confréries est née à la suite de la défaite des violents soulèvements menés par des religieux locaux contre le pouvoir colonial français. Les confréries, qui étaient apparues à la fin du XIX^e siècle pour lutter contre le colonialisme, ont alors choisi de coopérer plus ou moins avec les autorités coloniales pour promouvoir la sécurité et la croissance.

Cette coopération s'est poursuivie après l'indépendance [en 1960], en grande partie parce que les confréries ont su neutraliser les menaces potentielles. En acceptant certaines revendications réformistes [...], en créant

le débat sur toute une série de sujets et de points de vue, elles ont pu court-circuiter toute organisation islamiste émergente.

Elles ont donc toutes les quatre adhéré au Forum islamo-africain pour la lutte contre le terrorisme, fondé en 2017. De plus, le Sénégal accueille depuis 2014 le Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique. "Le Sénégal est toujours considéré comme un point de stabilité en Afrique de l'Ouest", rappelle Thomas Volk, responsable du bureau de la fondation allemande Konrad-Adenauer à Dakar. "Le gouvernement a exprimé son soutien aux confréries soufies, qui agissent pacifiquement, et souligné ainsi la force du lien qui l'unit à ces mouvements influents."

Quinze prédicateurs ont été arrêtés pour avoir prononcé des prêches islamistes.

Le système de ces confréries maraboutiques se trouve aujourd'hui face à un nouveau défi : l'évolution de l'environnement médiatique. Le relâchement des restrictions sur les ondes et les antennes a provoqué une augmentation des médias indépendants,

et, par conséquent, du nombre de "télé-imams". Ces derniers pontifient sur tout et n'importe quoi, des rendez-vous galants à la sèche-rosse, en passant par les élections.

La moitié de la population sénégalaise étant illettrée, les principaux "télé-imams" peuvent exercer une influence importante sur l'opinion.

"Les médias sont aujourd'hui un espace de concurrence pour les organisations musulmanes", explique Mamadou Diouf, professeur d'études africaines à l'université américaine Columbia. Et la quantité risque de l'emporter sur la qualité. "Ceux qui interviennent à la radio ne sont pas les plus forts, pas les meilleurs", déplore Bocar Daff, un fonctionnaire du ministère de la Santé. "Ils sont comme des politiciens [sic]."

On a pu constater cette politisation lors des élections [législatives] de 2017: on n'avait jamais vu autant de marabouts (chefs religieux

locaux) sur les listes électorales depuis l'indépendance. Le Parti de l'unité et du rassemblement (PUR) a récolté quatre sièges. Si elle n'est pas explicitement religieuse par

nature, cette formation affiche ouvertement son soutien au mouvement des Moustarchidines, qui a été fondé en Iran après la révolution islamique de 1979. Même s'il ne représente qu'une petite force actuellement, le PUR est convaincu qu'il fera un bon score en 2019 [lors de la présidentielle].

Élite arabophone. Avec ces évolutions, les gens remettent de plus en plus en question ce qui était considéré comme normal auparavant. La tolérance à l'égard des mariages interreligieux, du jeûne du ramadan, de la polygamie et de la tenue vestimentaire subit la pression des conservateurs depuis quelques années.

Le président Macky Sall a même

proposé d'interdire la burqa au motif qu'elle ne correspondait pas à la culture sénégalaise. Une façon de lutter contre les normes conservatrices du Moyen-Orient, qui gagnent du terrain. Les Sénégalais sont aussi de plus en plus nombreux à rejoindre des organisations extrémistes comme Boko Haram, l'État islamique et Al-Qaïda au Maghreb islamique. Quinze prédicateurs ont en outre été arrêtés dans le pays pour avoir prononcé des prêches islamistes.

Si le Sénégal a longtemps veillé à maintenir un équilibre dans ses relations avec l'Iran, l'Arabie Saoudite et Israël, ses relations avec le premier se dégradent depuis quelques années. En 2010, le Nigeria a intercepté une cargaison d'armes iraniennes probablement

destinées aux rebelles indépendantistes de Casamance (une région du sud du Sénégal où se déroule l'un des conflits les plus anciens du continent africain). En réaction, le Sénégal a rompu ses liens avec l'Iran en 2011. Les relations entre les deux pays se sont améliorées depuis, mais le Sénégal continue d'être attiré dans l'orbite de l'Arabie Saoudite.

L'arabe est de plus en plus utilisé dans le pays en raison de l'augmentation du nombre de jeunes fréquentant les écoles coraniques financées par les États du Golfe et les établissements publics franco-arabes. "Les observateurs pensent que, dans quelques années, les postes les plus importants en politique, dans l'économie et à l'université seront détenus par une élite arabophone", explique l'analyste Thomas Volk.

Preuve la plus évidente de l'intérêt croissant du Sénégal pour l'Arabie Saoudite, le pays a tendance depuis quelques années à suivre la ligne de celle-ci sur les questions internationales. En 2017, il s'est joint aux initiatives saoudiennes destinées à isoler le Qatar en rappelant son ambassadeur de ce petit État du Golfe, même si les relations diplomatiques ont été rétablies trois mois plus tard. Le Sénégal est en outre le seul État non arabe à participer à la coalition

dirigée par l'Arabie Saoudite au Yémen. Il a engagé 2 100 soldats dans ce conflit, considéré comme une guerre par procuration entre factions soutenues par l'Iran et par l'Arabie Saoudite.

Pour les détracteurs du président Sall, si le gouvernement a décidé d'intervenir au Yémen, ce n'est pas par solidarité religieuse [comme il le prétendait], mais parce que Riyad lui a promis un soutien financier. La somme totale investie au Sénégal par la Banque islamique de développement, sur laquelle l'Arabie Saoudite exerce une influence considérable, se montait en 2016 à 200 milliards de dollars [170 millions d'euros aujourd'hui].